

**MODELE DE RAPPORT D'ACTIVITÉ
PORTANT SUR L'ANNÉE 2021**

**RAPPORT D'ACTIVITÉ
DE LA COMMISSION DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS
DE LA HAUTE-LOIRE**

Rapport établi conformément à l'article R.712-12 du Code de la consommation¹

Préambule, la commission de surendettement des particuliers de la Haute-Loire est compétente pour l'ensemble du département. Elle s'est réunie à 12 reprises au cours de l'année sous revue.

Principaux éléments relatifs à l'activité de la commission

Dépôts de dossiers et redépôts

Le nombre de dossiers déposés en Haute-Loire est quasiment stable entre 2020 (421 dossiers) et 2021 (418), à un niveau très inférieur à 2019 (541 dossier soit -22,7%).

La région Auvergne-Rhône-Alpes, comme la France métropolitaine, connaissent un rebond du nombre de dépôts en 2021 après une année 2020 marquée par la crise sanitaire (respectivement +8,2% et +11,2%), mais sur deux ans, la tendance reste nettement baissière (respectivement -16,5% et -15,5%).

Les redépôts représentent moins d'un dossier déposé sur deux (48% en 2021, après 53,5% en 2020), la part des redépôts consécutive à une suspension d'exigibilité des créances ayant quasiment été divisée par deux (10,7% en 2021 après 18,4% en 2020).

Recevabilité et orientation

En 2021, 388 dossiers ont été déclarés recevables par la commission. Plus de la moitié d'entre eux ont été orientés vers un réaménagement de dettes (55,4% après 54,7% en 2020) et les autres vers un rétablissement personnel.

La proportion de dossiers irrecevables s'est accrue pour atteindre à 8,2% en 2021 (après 2,9% en 2020), taux supérieur à la région et à la France métropolitaine (4,5%).

Conciliation / mesures imposées / mesures d'effacement de dettes

La proportion de plans conventionnels de redressement définitifs représente 9,1% des dossiers traités, taux supérieur à la région (6,7%) et à la France métropolitaine (7,9%).

Les mesures imposées (MI), avec effacement partiel des dettes ou sans effacement, concernent 36,5% des dossiers traités, taux inférieur aux taux régional et national (respectivement 39,7% et 41,5%).

Les mesures imposées à la suite d'un redressement personnel (PRP) sans liquidation judiciaire (LJ) représentent 39% des dossiers traités, en ligne avec sur la moyenne nationale (39,4%).

Mesures pérennes et mesures provisoires

La Commission de surendettement de Haute-Loire a permis la mise en place de solutions pérennes pour près de trois quart des dossiers traités en 2021, soit 73,6%, (taux national de 76,3%).

¹ « Chaque commission établit un rapport d'activité annuel. Ce rapport fait état de données statistiques sur le nombre des dossiers traités ainsi que les mesures prises ou recommandées par la commission. Il précise la typologie de l'endettement présentée dans ces dossiers et les difficultés de toute nature rencontrées dans leur traitement. Les rapports d'activité des commissions sont transmis à la Banque de France qui en présente la synthèse dans le rapport mentionné à l'article L. 143-1 du code monétaire et financier. »

**RELATIONS DE LA COMMISSION ET DE SON SECRÉTARIAT
AVEC LES AUTRES ACTEURS DE LA PROCÉDURE ET AVEC DES
ORGANISMES TIERS**

| Relations avec les parties prenantes de la procédure | Nombre de réunions² | Objectif / Thème de la réunion |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Tribunal ou greffe du tribunal | 1 | Présentation du rapport d'activité de l'année 2020, rappels méthodologiques et échanges sur les contestations au tribunal |
| Commission de coordination des actions de prévention des actions d'expulsion (CCAPEX) | Néant | |
| Organismes et les travailleurs sociaux (organismes à caractère social, CAF, FSL) | 3 | Présentation de la procédure de surendettement et de l'inclusion bancaire : 48 intervenants sociaux |
| Rencontre avec l'UNCCAS dans le cadre de la convention nationale | Néant | |
| Associations de défense des consommateurs et des familles, caritatives ou d'aide aux personnes en difficulté financière | 1 | Présentation de la procédure de surendettement : 5 intervenants sociaux |
| Autres parties prenantes : Établissements de crédit de la place, huissiers, chargés de recouvrement, bailleurs... | 1 | Point de conjoncture économique, discussions sur des présentations modules bancaires au sein de l'établissement supérieur de banque (ESB) |
| Autres actions de concertation, d'information ou de formations effectuées (éducation nationale...) | 15 | Présentation aux élèves de BTS Banque du Lycée St Jacques de Compostelle de la procédure de surendettement, des fichiers et de l'inclusion bancaire (1 action) Présentation du budget aux élèves du collège La Chartreuse à Brives-Charensac (2 actions) 153 participants. 202 jeunes sensibilisés dans le cadre du SNU 2021 de Haute-Loire (12 actions) École de la seconde chance (semaine de l'illettrisme) |

Relations avec les Tribunaux :

L'objectif de cette concertation annuelle visait à présenter les nouveautés du ROAS, échanger et partager nos modes de traitement.

² (organisées ou participation)

Relations avec les organismes et les travailleurs sociaux :

Les sessions d'information ont abordé les thèmes de l'inclusion bancaire, notamment la procédure de surendettement et le droit au compte.

PRINCIPALES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA PROCÉDURE

Principales difficultés rencontrées quant à l'application de dispositions de la procédure

Néant

Principales difficultés rencontrées au regard de la situation des personnes surendettées

Néant

Principales difficultés rencontrées auprès des créanciers ou avec d'autres acteurs de la procédure

- Les débiteurs rencontrent des difficultés pour la mise en place de mesures d'apurement avec certains créanciers (difficulté de contact notamment) ;
- Contestations de bailleurs privés ou publics des mesures d'effacement des dettes locatives (dans le cas de mesures de rétablissement personnel) ;
- Les huissiers mandatés par les créanciers ne sont pas systématiquement informés de la recevabilité des dossiers de surendettement et ils continuent parfois les poursuites, ce qui peut perturber le fonctionnement de la procédure.

Date : le 11 février 2022

Le président de la commission



Le secrétaire de la commission



ANNEXE N°1 DU RAPPORT D'ACTIVITÉ
DONNÉES D'ACTIVITÉ

Rapport d'activité des commissions (Indicateurs)

Données d'activité

HAUTE-LOIRE

| INDICATEURS | 2019 | 2020 | 2021 | variation 2021/2020 en % | variation 2021/2019 en % |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|------------|--------------------------------|--------------------------------|
| Dossiers déposés | 541 | 421 | 418 | -0,7% | -22,7% |
| Proportion de redépôts (sur 12 mois à fin septembre) | 49,8% | 53,5% | 48,0% | | |
| Proportion de redépôts consécutifs à une suspension d'exigibilité des créances (sur 12 mois à fin septembre) | 14,0% | 18,4% | 10,7% | | |
| Dossiers décidés recevables par la commission | 508 | 366 | 388 | 6,0% | -23,6% |
| Proportion de dossiers recevables avec résidence principale | 13,4% | 10,1% | 8,0% | | |
| Dossiers décidés irrecevables par la commission | 27 | 13 | 39 | 200,0% | 44,4% |
| Proportion de dossiers irrecevables avec bien immobilier | 40,7% | 46,2% | 51,3% | | |
| Dossiers orientés par la commission | 513 | 369 | 395 | 7,0% | -23,0% |
| Proportion de dossiers orientés par la commission avec une capacité de remboursement négative et absence de bien immobilier | 48,0% | 44,4% | 43,8% | | |
| Proportion de dossiers orientés par la commission vers un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire (RP sans LJ) | 49,3% | 44,2% | 44,1% | | |
| Proportion de dossiers orientés par la commission vers une procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire (PRP avec LJ) | 0,6% | 1,1% | 0,5% | | |
| Proportion de dossiers orientés par la commission vers un réaménagement de dettes | 50,1% | 54,7% | 55,4% | | |
| Dossiers traités par la commission (A+B+C+D+E+G) | 560 | 443 | 474 | 7,0% | -15,4% |
| Proportion de dossiers clôturés (y compris constats de non accord qui n'ont pas fait l'objet d'une ouverture des mesures) (A) | 3,6% | 7,0% | 6,8% | | |
| Proportion de dossiers décidés irrecevables (B) | 4,8% | 2,9% | 8,2% | | |
| Proportion de mesures imposées suite RP sans LJ (C) | 45,7% | 44,2% | 39,0% | | |
| Proportion d'accords débiteur sur PRP avec LJ (D) | 1,3% | 0,7% | 0,4% | | |
| Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs (E) | 15,4% | 13,5% | 9,1% | | |
| Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs réglant la situation de surendettement (F) | 6,6% | 5,9% | 3,2% | | |
| Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs d'attente (consistant en un réaménagement ou un report des dettes) | 8,8% | 7,7% | 5,9% | | |
| Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement (G) | 29,3% | 31,6% | 36,5% | | |
| Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement réglant la situation de surendettement (H) | 27,7% | 28,0% | 31,0% | | |
| Proportion de mesures imposées avec effacement partiel réglant la situation de surendettement | 13,4% | 12,2% | 16,9% | | |
| Proportion de mesures imposées d'attente sans effacement (consistant en un réaménagement ou une suspension d'exigibilité des créances) | 1,6% | 3,6% | 5,5% | | |
| Proportion de solutions pérennes réglant la situation de surendettement (C+D+F+H) | 81,3% | 78,8% | 73,6% | | |
| Décisions du juge infirmant la décision d'irrecevabilité ou de déchéance de la commission, à la suite d'un recours (sur 12 mois à fin septembre) | 7 | 3 | 5 | | |
| Décisions du juge infirmant la décision de recevabilité de la commission, à la suite d'un recours (sur 12 mois à fin septembre) | 2 | 0 | 0 | | |

STRUCTURE DES DÉCISIONS DE LA COMMISSION

Rapport d'activité des commissions (Indicateurs)

Structure des décisions

| INDICATEURS | HAUTE-LOIRE | AUVERGNE-RHÔNE-ALPES | METROPOLE |
|----------------------------------------------------------------------------|-------------|----------------------|-----------|
| Proportion de dossiers décidés irrecevables* | 8,2% | 4,5% | 4,5% |
| Proportion de mesures imposées suite RP sans LJ* | 39,0% | 43,1% | 39,4% |
| Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs* | 9,1% | 6,7% | 7,9% |
| Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement* | 36,5% | 39,7% | 41,5% |
| Proportion de solutions pérennes réglant la situation de surendettement* | 73,6% | 80,1% | 76,3% |

*en % de dossiers traités

ANNEXE N° 2 DU RAPPORT D'ACTIVITÉ TYPOLOGIE DE L'ENDETTEMENT

Rapport d'activité des commissions (Endettement)

Haute-Loire

| Type de dettes | Encours des dettes en milliers € | Nombre de situations recevables | Nombre de dettes | Part dans l'endettement global | Part des situations concernées | Endettement médian en € | Nombre médian de dettes par situation |
|---------------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|------------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------------|---------------------------------------|
| Dettes financières | 8 789 | 298 | 1 124 | 73,6% | 75,8% | 10 740 | 3,0 |
| <i>dont dettes immobilières</i> | 4 266 | 54 | 94 | 35,7% | 13,7% | 77 226 | 1,0 |
| <i>dont dettes à la consommation</i> | 4 323 | 261 | 823 | 36,2% | 66,4% | 9 303 | 2,0 |
| <i>dont autres dettes financières</i> | 200 | 165 | 207 | 1,7% | 42,0% | 664 | 1,0 |
| Dettes de charges courantes | 1 799 | 322 | 1 345 | 15,1% | 81,9% | 3 165 | 4,0 |
| Autres dettes | 1 350 | 233 | 519 | 11,3% | 59,3% | 1 973 | 2,0 |
| Endettement global | 11 938 | 393 | 2 988 | 100,0% | 100,0% | 13 838 | 7,0 |

Rapport d'activité des commissions (Endettement)

Auvergne-Rhône-Alpes

| Type de dettes | Encours des dettes en milliers € | Nombre de situations recevables | Nombre de dettes | Part dans l'endettement global | Part des situations concernées | Endettement médian en € | Nombre médian de dettes par situation |
|---------------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|------------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------------|---------------------------------------|
| Dettes financières | 340 841 | 9 617 | 40 936 | 68,2% | 81,2% | 12 996 | 3,0 |
| <i>dont dettes immobilières</i> | 160 375 | 1 374 | 2 236 | 32,1% | 11,6% | 94 215 | 1,0 |
| <i>dont dettes à la consommation</i> | 171 641 | 8 467 | 32 108 | 34,3% | 71,5% | 11 838 | 3,0 |
| <i>dont autres dettes financières</i> | 8 825 | 5 333 | 6 592 | 1,8% | 45,0% | 804 | 1,0 |
| Dettes de charges courantes | 71 131 | 9 370 | 35 306 | 14,2% | 79,1% | 3 982 | 3,0 |
| Autres dettes | 88 053 | 6 761 | 15 109 | 17,6% | 57,1% | 2 063 | 2,0 |
| Endettement global | 500 025 | 11 848 | 91 351 | 100,0% | 100,0% | 17 733 | 7,0 |

Rapport d'activité des commissions (Endettement)
France métropolitaine

| Type de dettes | Encours des dettes en milliers € | Nombre de situations recevables | Nombre de dettes | Part dans l'endettement global | Part des situations concernées | Endettement médian en € | Nombre médian de dettes par situation |
|---------------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|------------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------------|---------------------------------------|
| Dettes financières | 3 389 647 | 90 755 | 404 100 | 69,4% | 80,5% | 14 440 | 3,0 |
| <i>dont dettes immobilières</i> | <i>1 534 603</i> | <i>14 292</i> | <i>23 085</i> | <i>31,4%</i> | <i>12,7%</i> | <i>92 269</i> | <i>1,0</i> |
| <i>dont dettes à la consommation</i> | <i>1 775 420</i> | <i>80 658</i> | <i>323 453</i> | <i>36,3%</i> | <i>71,5%</i> | <i>12 677</i> | <i>3,0</i> |
| <i>dont autres dettes financières</i> | <i>79 624</i> | <i>46 817</i> | <i>57 562</i> | <i>1,6%</i> | <i>41,5%</i> | <i>792</i> | <i>1,0</i> |
| Dettes de charges courantes | 710 727 | 87 738 | 319 557 | 14,5% | 77,8% | 3 853 | 3,0 |
| Autres dettes | 786 856 | 61 174 | 133 202 | 16,1% | 54,2% | 1 924 | 2,0 |
| Endettement global | 4 887 230 | 112 802 | 856 859 | 100,0% | 100,0% | 18 179 | 7,0 |

